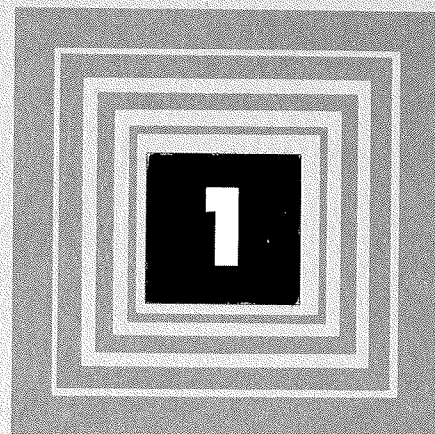


14 PV



Centre du Droit de l'Entreprise

DOSSIERS BREVETS 1989

ÉDITION GÉNÉRALE

Collaborateurs

- M. F. ALCADÉ**
Maître de conférences - Directeur des enseignements de fiscalité à la Faculté de Droit de Montpellier-
Avocat à la Cour
- M. J. AZEMA**
Professeur à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI - Directeur adjoint au Centre Paul Roubier
- M. J.J. BURST**
Professeur à La Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur général du CEIPI
- M. A. CASALONGA**
Ingénieur diplômé de l'Ecole Polytechnique de Zurich - Diplômé du CEIPI- Conseil en Brevets
- M. A. CATHERINE**
Ingénieur diplômé au CEIPI - Service des Brevets de General Electric (Munich)
- M. A. CHAVANNE**
Professeur à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI - Directeur du Centre Paul Roubier
- M. J.M. DELEUZE**
Professeur associé à la Faculté de Droit de Montpellier
- M. R. DEPELSENAIRE**
Directeur à la DG 2 de l'Office Européen des Brevets
- M. G. FRUCHARD**
Licencié en Droit - Ingénieur ENSEM. Mandataire européen
- M. M. de HAAS**
Directeur juridique de SANOFI
- M. R. KOVAR**
Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg
- M. Ph. KOHN**
Mandataire en brevets européens - Cabinet Lavoix - Paris
- M. M. LE BRUSQUE**
Diplômé du CEIPI - Conseil en brevets - Cabinet Lavoix - Limoges
- M. C. LE STANC**
Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI - Avocat à la Cour
- M. A. LUCAS**
Professeur à la Faculté de Droit de Nantes
- M. D. MAUREL**
Avocat au barreau de Montpellier
- M. JM. MOUSSERON**
Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Directeur du Centre du Droit de l'Entreprise
- M. L. PETRANKER**
Docteur en Droit de la Propriété Industrielle
- M. JL. PIERRE**
Docteur en Droit - Conseil fiscal Coopers et Lybrand (Lyon)
- M. J. RAYNARD**
Assistant - Docteur à la Faculté de Droit de Montpellier
- M. Y. REBOUL**
Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur de la section française du CEIPI
- M. M. SABATIER**
Docteur en Droit - Conseil en marques et modèles - Conseil juridique
- Mme R. SADONES-LAURENT**
Vice-Présidente de la FEMIP - Direction des Services Juridiques et de Propriété Industrielle d'AIR LIQUIDE
- Mme J. SCHMIDT**
Professeur à la Faculté de Droit de Lyon - Professeur au CEIPI
- Mme V. SELINSKY**
Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier
- Mme A. SONNIER**
Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier
- M. JP. STENGER**
Docteur en Droit - Avocat à la Cour d'Appel de Paris
- M. P. VIGAND**
Ingénieur E.S.E. - Docteur en Droit - Service des Brevets SOSPI - Professeur au CEIPI
- M. M. VIVANT**
Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI
- M. G. WEISS**
Juriste à l'Office Européen des Brevets

Directeur de la Publication

Professeur J.M. MOUSSERON - Directeur de l'Ecole du Droit de l'Entreprise

Bibliothèque

● Actualités de Droit de l'Entreprise

- Les ordonnances de septembre 1967 et le droit commercial (1969)
- Actualités de droit de l'entreprise 1968 (1969)
- Les services communs d'entreprises (1974)
- L'exercice en groupe des professions libérales (1975)
- Le know-how (1976)
- L'avenir de la publicité et le droit (1977)
- Garanties de résultat et transfert des techniques (1978)
- Droit social et modifications des structures de l'entreprise (1979)
- Les inventions d'employés (1981)
- La clause de réserve de propriété (1981)
- Le nouveau droit du crédit immobilier (1981)
- Concurrence et distribution (1982)
- Producteurs, distributeurs : quelle concurrence ? par JM. Mousseron (1986)
- Les techniques de privatisation des entreprises publiques par L. Rapp (1986)
- Le Droit français nouveau de la concurrence par JM. Mousseron et V. Sélinsky (2^e éd. 1988)

● Bibliothèque de Droit de l'Entreprise

- Le contrôle de la gestion des sociétés anonymes, par R. Contin (1976).
- Les réserves latentes, par R. Abelard (1977)
- Dix ans de droit de l'entreprise (44 études - 1076 pages) publié avec le concours du CNRS (1976)
- Les contrats de sous-traitance, par G. Valentin (1978)
- L'entente prohibée (1963 - 1967 - 1977) à travers les avis de la Commission des Ententes par V. Sélinsky (1979)
- Les causes d'extinction du cautionnement, par Ch. Mouly (1980)
- L'entreprise et le contrat, par D. Ledouble (1981)
- Les techniques de renflouement des entreprises en difficulté, par JP. Haehl (1981)
- Transferts indirects de bénéfices à l'étranger, par JL. Bilon (1981)
- Les prêts et avances entre sociétés d'un même groupe, par D. Ohl (1982)
- La profession libérale en droit fiscal, par F. Alcade (1984)
- Les pratiques discriminatoires, par A. Bernard-Seyfert (1985)
- Les pouvoirs de l'employeur à l'occasion de la grève, par J.E. Ray (1985)
- Les groupements d'entreprises pour les marchés internationaux, par M. Dubisson (2^e éd. 1985)
- Les obligations du mandataire, par Ph. Pétel (1988)
- La réserve de propriété dans la vente de meubles corporels, par F. Perochon (1988)
- Le Capital social, par S. Dana-Demaret (1989)

SERIE DROIT DE L'INFORMATIQUE / DROIT DE L'INFORMATION

- Les transactions internationales assistées par ordinateur, CELIM : 1
- Droit communautaire et Liberté des flux transfrontières, CELIM : 2
- La protection du logiciel en Europe (1989)

● Bibliothèque de Propriété Industrielle (C.E.I.P.I.)

- L'épuisement du droit du breveté (1971)
- La copropriété des brevets d'invention (1973)
- Le know-how : sa réservation en droit commun par R. Fabre (1976)
- L'acte de contrefaçon, par Ch. Le Stanc (1977)
- Juge et loi du brevet, par M. Vivant (1977)
- Les contrats de recherche par Y. Reboul (1978)
- Traité des brevets : régimes national, européen, communautaire, international (tome 1 : l'obtention du brevet) par JM. Mousseron, avec le concours de J. Schmidt et P. Vigand (1984)

● Dossiers Brevets

- 18 livraisons par an, regroupant études, documents et dossiers de jurisprudence (Décisions, Brevets, Guides de lecture)

● La Lettre de la Distribution

- Chaque mois les informations les plus récentes en droit de la distribution et de la concurrence (adhésion à Droit et Distribution)

● Cahiers de Droits de l'Entreprise

- Supplément bimestriel à la Semaine Juridique (Editions E.)

CENTRE DU DROIT DE L'ENTREPRISE, FACULTE DE DROIT DE MONTPELLIER

39, rue de l'Université - 34060 MONTPELLIER Cédex - Tél. 67 66 25 81 - 67.61.54.01 - TéléFax 67.60.42.31

MAGISTERE

Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise

Avec l'Institut de Droit et Economie des Affaires de LYON, la Faculté de Droit de POITIERS, l'Institut de Droit des Affaires de RENNES et la Faculté de Droit de STRASBOURG, l'Ecole du Droit de l'Entreprise de MONTPELLIER assure la préparation au Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise (D.J.C.E.)

Depuis 1986, l'Ecole du Droit de l'Entreprise de MONTPELLIER a été habilitée avec les universités d'AIX, de DIJON, de LYON, de NANCY, de PARIS I, II et X, à assurer la formation nouvelle de 2^e et 3^e cycles de haut niveau, créée sur le modèle des universités américaines, sanctionnée par le MAGISTERE DE JURISTE CONSEIL D'ENTREPRISE.

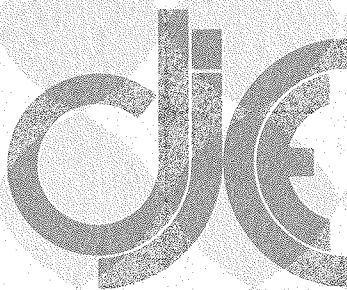
D.J.C.E. /Voie Longue
Entrée sur DEUG - 3 ans d'études
sanctionnées par le
"MAGISTERE-DJCE"

D.J.C.E./Voie courte
Entrée sur Maîtrise de Droit - 1 an d'études
sanctionnées par le
"DESS-DJCE"

Cette formation est assurée selon les techniques retenues par les Grandes Ecoles Scientifiques :

- sélection à l'entrée (15% d'admis)
- enseignement long (40 heures par semaine pendant 13 mois)
- enseignement appliqué avec forte charge d'exercices pratiques
- collaboration de spécialistes praticiens et universitaires de différentes techniques juridiques :
action commerciale internationale, techniques comptables, fiscales, contractuelles, financières, sociales, sociétaires, informatique juridique, propriété industrielle, langues.

Cette formation comporte deux mois de stage en cabinet ou service juridique ou fiscal d'entreprise. Elle est conclue par un mois de spécialisation (Distribution - Consommation, Droit social - Droit des sociétés - Fiscalité).



Pour tous renseignements, s'adresser à :

- Institut de Droit et Economie des Affaires - Faculté de Droit de Lyon (Directeur : Pr. Y. Reinhard)
15, quai Claude Bernard - 69007 Lyon - Tél. 72.72.20.62
- Ecole du Droit de l'Entreprise - Faculté de Droit et des Sciences Economiques
(Directeur : Pr. J.M. Mousseron)
39, rue de l'Université - 34060 Montpellier Cédex - Tél. 67.61.54.01 / 67.66.25.81 - Téléfax 67.60.42.31
- Faculté de Droit de Poitiers (Directeur : Pr. J.J. Daigre)
93, avenue du Recteur-Pineau - 86000 Poitiers - Tél. 49.46.26.70
- Institut de Droit des Affaires - Faculté des Sciences Juridiques (Directeur : Pr. J. Paillusseau)
9, rue Jean Macé - 35000 Rennes - Tél. 99.38.03.01
- Faculté de Droit de Strasbourg (Directeur : Pr. J.M. Bischoff)
Esplanade, Place d'Athènes - 67084 Strasbourg Cédex - Tél. 88.61.18.18

- Fondation Nationale pour le Droit de l'Entreprise

I - ETUDE

* Proposition de directive du Conseil concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, J.O. C.E.E. C 91 du 12 avril 1989

* Directive du Conseil des Communautés européennes du 21 décembre 1988 (89/194/C.E.E.) rapprochant les législations des Etats membres sur les marques, J.O.C.E. L.40 du 11 février 1989.

II - JURISPRUDENCE

1. PARIS 5 Janvier 1989
Brevet n.1.443.724
Aff.ESSELTE PENDAFLEX Corp. c/ DIS PILOT
(Inédit)
- L.1944 - Brevetabilité - Nouveauté - Emploi nouveau *
- Concurrence parasitaire ***
2. T.G.I.PARIS 23 Mars 1988
Brevet n.82-04.375
PIBD 1988.437.III.301
Aff. MASSIN S.A. c/ Soc.FABER
- Nouveauté - Accord de coopération - Obligation de secret (non) **
3. Chambre de Recours Technique 27 Avril 1987
(Aff.T 35/87)
J.O. O.E.B. avril 1988.134
- Unité d'invention - Produits chimiques intermédiaires et produits finals ***
Elément structural essentiel commun - sa nature
- Etendue identique entre produits intermédiaires et produits finals **
4. TGI PRIVAS (Réf.) 16 Février 1989
Aff.S.A.MERCIER c/ Sarl GIGAPLAN
(Inédit)
- Saisie contrefaçon - Main levée **
5. T.G.I. STRASBOURG 17 Janvier 1989
Aff.S.M.E. c/ ELECTROM et SES
(Inédit)
- Introduction - Participation **
6. T.G.I.PARIS 16 Février 1989
Aff.PALL Corp. c/ S.A FLOT et CUNO EUROP
(Inédit)
- Brevet européen - Opposition - Action en contrefaçon - Sursis à statuer **
7. COLMAR 23 Janvier 1989
Aff.SUPRA c/ AUER et VAUDIN
(Inédit)
- Brevet français - Action en contrefaçon - Opposition à brevet européenne - ***
- Sursis à statuer
- Brevet français et européen - Décisions incompatibles - Traité de Rome **
8. LYON 12 Janvier 1989
Aff. F.VOLAND c/ Soc. M.BAULE
Brevet n.81.22460
(Inédit)
- Brevet - Nullité *
- Licence mixte - Nullité de brevet ***

LE PRESENT NUMERO A ETE REALISE
AVEC LA COLLABORATION DE

Marie Elisabeth ANDRE
Assistant-Docteur à la Faculté de Droit de Montpellier

Jean Marc MOUSSERON
Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier
Directeur du Centre du Droit de l'Entreprise

Léon PETRANKER
Docteur en Propriété Industrielle

Michel VIVANT
Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier

F.N.D.E... FORMATION CONTINUE... F.N.D.E... FORMATION CONTINUE

LES CREATIONS DE SALARIE

Ce stage est destiné aux Conseils en Droit social et en Propriété Industrielle, et aux collaborateurs des services "Personnels" et "P.I." des entreprises soucieux de la pratique des contrats de recherche et des créations de salariés (inventions, logiciels, design, moyens publicitaires...) et des procédures internes (contrat de travail) et externes (contrats de recherche...) à mettre en place.

JOURNEES ANIMEES PAR :

R. DESCOTTE

Conseil en Droit social
Directeur du Service économique
et social de FIDAL

J.M. MOUSSERON

Professeur à la Faculté de Droit
de Montpellier

J.L. PIERRE

Conseil Juridique et Fiscal
COOPERS & LYBRAND Lyon

Y. REBOUL

Directeur de la Section française
du CEIPI

Coût :

* 1.900,00 F (H.T.) + 353,40 F (T.V.A.) = 2.253,40 F (T.T.C.)

Pour les membres de l'A.S.P.I. et de SYNCODS :

* 1.750,00 F (H.T.) + 325,50 F (T.V.A.) = 2.075,50 F (T.T.C.)

*Paris 06 et 07 Juin 1989
Hôtel de France et de Choiseul
239 rue Saint-Honoré
75001 - PARIS*

06 Juin - 9 H 30 : Les créations de salariés

- . Organigramme général des systèmes de réservation
- . Clauses du contrat de travail visant la communication, l'exploitation, la non exploitation et le transfert d'informations (cl. d'exclusivité, non concurrence, conflit d'intérêts)

- 14 H 30 : Les inventions de salariés

- . Procédures de déclaration (formule ordinaire, procédure INPI)
- . Procédures de classement (règles et modalités)
- . Procédures d'attribution (jurisprudence de la CNIS)
- . Procédures de juste prix (méthodes et exemples)

07 juin - 9 H 30 : Les créations de contractant

- . Contrats et marchés de recherche, Clauses de propriété Industrielle des contrats industriels et commerciaux
- . Mécanismes propres aux accords de mise à disposition de personnels et détachement

- 14 H 00 : L'environnement des opérations sur création

- . Aspects contentieux
- . Aspects fiscaux
- . Aspects internationaux

Renseignements, inscriptions :

Bernadette SCHMIDT, FNDE, 9 rue Richepanse - 75008 PARIS - Tél. : 16 (1) 42 60 10 18

SYNTHESE "CONSOMMATION DISTRIBUTION 88/89"

Cette journée est organisée depuis plus de cinq ans pour informer les juristes intéressés par le droit de la consommation et de la distribution sur l'actualité juridique dans tous les compartiments de ce secteur, tant en droit français qu'en droit communautaire.

JOURNEE ANIMEE PAR :

M.C.BOUTARD-LABARDE

Professeur à la Faculté de Droit de PARIS X

J.J.BURST

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg

J.CALAIS-AULOY

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier

R.FABRE

Maître de Conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

D.FERRIER

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier

P.SOVAR

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg

Cl.LUCAS DE LEYSSAC

Professeur à la Faculté de Droit de PARIS X

JM.MOUSSEAU

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier

Fr.PEROCHON

Professeur à la Faculté de Droit de Perpignan

V.SELINSKY

Maître de Conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

*Paris 8 juin 1989
Hôtel de France et de Choiseul
239 rue Saint Honoré
75001 PARIS*

Coût :

* 950,00 F (HT) + 176,70 F (TVA) = 1.126,70 F (TTC)

Pour les membres de Droit et Distribution :

* 850,00 F (HT) + 158,10 F (TVA) = 1.008,10 F (TTC)

Renseignements, inscriptions :

Bernadette SCHMIDT, FNDE, 9 rue Richepanse, 75008 PARIS, Tél. : 16.1.42.60.10.18

LE CAPITAL SOCIAL

N°23

Sabine DANA-DEMARET

Docteur en Droit

Assistante à l'Université LYON III

Préface de Yves REINHARD

Professeur à l'Université LYON III

Parmi les concepts qui intéressent le droit des sociétés, le capital social occupe une place de choix.

Défini traditionnellement comme la somme des apports en numéraire et en nature, et souvent réduit à un simple poste comptable, il ne semble pas convaincre les praticiens. Et pourtant, rares sont les sociétés, civiles ou commerciales, constituées sans capital social, même si cela est parfois concevable sur le plan des principes.

C'est à partir de ce constat que l'ouvrage de Madame Dana-Démaret a été conçu et entrepris.

Examiné de manière pragmatique, le capital social révèle vite son utilité, et donc son intérêt juridique, tant à la phase de création de toute société, que plus tard, en cours de vie sociale.

Nouvelles techniques de financement et de renforcement des fonds propres (comme le capital-risque, le second marché, ou les O.P.C.V.M.), réformes récentes visant les titres de capital (comme les certificats d'investissement, les O.B.S.A. ou les bons autonomes de souscription), réglementation de l'auto-contrôle, relations entre capital social et capitaux propres, toutes ces notions - à la fois juridiques, fiscales et comptables - sont fondamentales, et expliquent la place privilégiée qui doit être réservée au capital social dans ce cadre en pleine évolution qu'est le droit des sociétés.

Spécialisée en droit et fiscalité des sociétés, Madame Dana-Démaret a recensé et traité avec un souci de clarté et d'efficacité tous les problèmes intéressant le capital social dans sa fonction d'instrument de financement de l'activité sociale comme dans celle - plus controversée - d'instrument de protection des différents partenaires de la société.

En ce sens, cet ouvrage sera un réel outil de travail pour tous les professionnels du droit des sociétés, tant universitaires que conseils juridiques, audits, commissaires aux comptes ou juristes d'entreprise.

(380 p/300 Frs) .

Commande à adresser au CENTRE DU DROIT DE L'ENTREPRISE 39 rue de l'Université - 34060 MONTPELLIER
Tél. : 67.66.25.81 - 67.61.54.01